
Le Liban à la croisée du repli et de l'ouverture inter-communautaire

Carole Dagher

Parler d'identité au Liban revient à parler de communauté. Car les Libanais, dans leur ensemble, n'ont pas encore arrêté leur identité propre commune, et ce, depuis l'édification du Grand-Liban, proclamé le 1er septembre 1920 par le Haut-Commissaire français au Levant, le général Henri Gouraud. La guerre libanaise qui a éclaté en 1975 devait être en quelque sorte l'expression violente, absolue, irrationnelle et logique à la fois, de cette recherche identitaire.

Au Liban, l'individu se définit par rapport à sa communauté car, comme l'écrivait le constitutionnaliste libanais Edmond Rabbath, "le peuple libanais est organiquement formé au premier degré, non d'individus revêtus de la qualité de citoyens, mais de communautés. De telle sorte que le Libanais ne saurait exister en tant que citoyen indépendant, mais uniquement comme membre de la communauté à laquelle il appartient du fait de sa naissance ou, très exceptionnellement, par son libre choix". Quant aux communautés elles-mêmes qui constituent l'infrastructure humaine et sociologique de l'Etat libanais, elles n'ont pas encore trouvé une plate-forme nationale qui les relie. Parce qu'il existe, dans chaque communauté, une sorte de vocation ancestrale à la formation d'une nation spécifique. Aussi, la longue guerre du Liban a-t-elle été la phase du repli identitaire — appelons-le, dans le cas du Liban, repli communautaire — lequel devait culminer avec l'apparition sur le terrain, de mini-Etats confessionnels de facto, dont les bras armés furent les milices.

En-deçà des conflits politiques qui ont alimenté la guerre, la grande fêlure libanaise correspondait à l'existence de deux projets culturels différents qui s'affrontaient: le musulman tourné vers l'héritage coranique et l'arabisme, et le chrétien sensible aux chants d'un ailleurs culturel, focalisé sur l'Occident.

La guerre finie, les barricades levées, les points de passage rouverts, la soudure géographique entre les différentes régions libanaises a lieu. Depuis le départ du général Aoun, c'est physiquement, la fin de l'ère des replis identitaires. L'abolition des lignes de démarcation entre les différentes régions du pays s'est accompagnée d'un phénomène d'extraversion; un tourisme inter-libanais devait prendre son essor, surtout parmi les jeunes générations de la guerre ayant vécu cloîtrées dans leur ghetto communautaire et régional. Les Libanais des différentes régions et de confessions diverses ont appris à faire connaissance. On se souvient encore des premières réactions d'étonnement, de rejet ou de panique des habitants du quartier résidentiel d'Achrafieh — bastion chrétien de Beyrouth — à la vue des femmes voilées musulmanes venues du Beyrouth "musulman" de l'ouest et qui s'aventuraient timidement, elles aussi impressionnées, dans ce qui était pour elles le microcosme de l'Occident chrétien et vers lequel convergeait au temps du cantonnement, tous les fantasmes, d'attraction et de ressentiment, mélangés.

De fait, en l'espace de quelques mois, l'ouverture géographique des régions libanaises entre elles et la révélation du visage de l'autre, dont on découvre qu'il partage les mêmes souffrances, les mêmes angoisses, les mêmes aspirations et la même soif de rencontre, d'unité et de paix, tout cela a révélé — peut-être aussi catalysé — un sentiment d'identité territoriale et même d'appartenance nationale commune, chez tous les Libanais.

Sur le plan socio-démographique, on assiste actuellement à une mise en train d'un retour des déplacés chrétiens dans la montagne druze du Chouf d'où ils avaient été chassés par la guerre en 1983. Ce retour se fait sous la houlette attentive du chef druze Walid Joumblatt qui a exigé et obtenu la création d'un Ministère des Déplacés dont il détient le portefeuille. Initiative dans laquelle il est secondé par les principaux députés et notables chrétiens maronites de la montagne du Chouf. Ces derniers n'avaient accepté, l'été dernier, de se porter candidats aux élections qu'à la demande de Joumblatt lui-même et dans le but déclaré de rapatrier les déplacés et réfugiés chrétiens dans leurs foyers. Une gigantesque entreprise de reconstruction des villages détruits est actuellement entamée. Elle se fait certes lentement, mais, semble-t-il jusque-là, sûrement.

Mais en même temps que se sont amorcés la découverte inter-communautaire et l'échange inter-régional, le sentiment de l'appartenance confessionnelle connaît une recrudescence profonde, en dépit des

déclarations publiques et des apparences. C'est que, d'une part l'accord de Taëf¹ qui a opéré une refonte institutionnelle en réduisant substantiellement les prérogatives du Président de la république (qui est traditionnellement chrétien maronite) au profit du Conseil des ministres, présidé par un musulman sunnite, et d'autre part, l'éviction militaire du général Aoun par les Syriens, ont clôturé la guerre libanaise en nourrissant chez les chrétiens, et en particulier les maronites, le sentiment amer et inquiétant d'en être les vaincus. Sentiment renforcé par la compétition sourde et implacable que se livrent aujourd'hui les deux communautés musulmanes du pays, sunnite et chiite (à travers le chef du gouvernement Rafic Hariri, sunnite, et le président de l'Assemblée nationale Nabih Berri, chiite) dans l'exercice du pouvoir légué par le Président de la république, maronite.

Cette joute politico-constitutionnelle pernicieuse au sommet de l'Etat se double d'une redoutable course au profit et à l'investissement foncier entre les régions à dominante sunnite ou chiite, ce qui a pour effet l'exacerbation du sentiment confessionnel, au sens le plus étroit du terme, c'est-à-dire quasiment tribal. Chaque nomination de directeur ou même de simple fonctionnaire à un poste de l'administration centrale entraîne une polémique sans fin et génère des tensions inter-communautaires.

Abolir le confessionnalisme politique?

Et pourtant, à l'heure où se développe, dans les faits, une confessionnalisation outrancière, le débat politique libanais est animé par un leitmotiv explosif: l'abolition du confessionnalisme politique, stipulé dans l'accord de Taëf et la Constitution, ce qui aurait pour effet de bouleverser toute la configuration socio-politique du pays.

Brandie essentiellement par les cercles islamiques, elle signifie, que les postes au sein des institutions de l'Etat et dans les administrations publiques ne seront plus répartis proportionnellement au volume des communautés, mais sur la base du critère de la compétence. Les élections législatives seraient, elles aussi, soumises à cette uniformisation simplificatrice.

A première vue, cette aspiration apparaît parfaitement légitime et semble conforter l'acheminement vers la laïcité. En fait, elle exclut la laïcité. En effet, aux yeux des communautés musulmanes, l'individu resterait soumis aux lois du statut personnel musulman (le mariage civil n'existe pas) et resterait donc socialement et mentalement "confessionnalisé" tandis que les fonctions officielles ne seraient plus réparties entre les communautés. En clair, l'infrastructure socio-

démographique de l'Etat serait communautaire mais pas la superstructure, la base mais pas le sommet.

Les chrétiens voient dans cette proposition une tentative à peine voilée de main-mise sur l'ensemble des rouages de l'Etat, d'autant plus que certains chefs religieux musulmans, surtout chez les chiïtes, ont avancé le concept controversé de "démocratie du nombre", ce qui veut dire un renversement de la minorité chrétienne au profit de la majorité musulmane, dont la communauté chiïte constitue le "gros des troupes". Ce qui revient aussi à bouleverser la raison d'être du Liban qui est d'être une "démocratie consociative" pour reprendre les termes du constitutionnaliste Antoine Messara.

Face à cette situation, les chrétiens de tous bords y compris des figures de proue d'anciens partis laïcs pro-syriens ou nationalistes arabes, serrent les rangs avec, derrière eux, la communauté druze minoritaire et historiquement co-fondatrice de la patrie libanaise avec les maronites. La tentation du "repli communautaire" pointe à nouveau, confortée par l'équation suivante: les chiïtes — qui ont le nombre pour eux —, et les sunnites — qui ont la puissance financière (la fortune de Rafic Hariri, à la fois chef du gouvernement et promoteur des plus grands projets de reconstruction du Liban est estimée à près de 9 milliards de dollars) — se disputent la précellence de leurs prérogatives constitutionnelles respectives, tandis que les chrétiens maronites ont vu de leur côté, leur nombre, leur poids économique et financier et leur importance politique décroître avec une rapidité effarante, pendant que leur grand parti historique les "Kataëb" vole en éclat sous le coup des luttes intestines.

A ce repli politico-communautaire des chrétiens correspond également un repli culturel et spécifiquement "identitaire" surtout chez les jeunes. Ainsi, dans les Universités, particulièrement à l'Université Saint Joseph, bastion traditionnel des élites politiques et culturelles chrétiennes du pays, et à l'Université des moines maronites de Kaslik, un désintérêt profond pour le politique et une indifférence à l'égard des questions cruciales pour l'avenir du pays caractérisent l'état d'esprit des étudiants et des universitaires chrétiens. Cette attitude démissionnaire est souvent justifiée par le fait que le Liban est un pays occupé et qu'en présence de troupes étrangères sur le sol national, tout débat "existentiel" est inutile. Aussi, l'Université au Liban est-elle devenue un lieu de refuge, un cocon social, mental et culturel où les jeunes Libanais noient leur quête d'identité.

Curieusement, au Liban les bornes du désespoir ont souvent servi de tremplin pour un nouveau départ.

Vers un dialogue islamo-chrétien?

Au moment où la polémique autour de l'abolition du confessionnalisme politique battait son plein, au Parlement, dans les cercles ministériels et les médias, le patriarche maronite Nasrallah Sfeir devait secouer le petit monde politique libanais en s'écriant au cours de l'une de ses homélies du dimanche retransmises à la télévision: «Entre la liberté et la convivialité, les chrétiens n'hésiteront pas: ils choisiront la liberté». Ce qui signifie que les chrétiens n'hésiteraient pas à se dissocier de l'Etat et à se battre si leurs spécificités venaient à être gommées et si le système politique devait s'orienter vers leur fusionnement au sein du corps monolithique de l'Islam. Cette déclaration a provoqué aussitôt un branle-bas dans les milieux islamistes. L'expérience tragique de la guerre civile a amplement démontré qu'aucun des deux camps ne peut facilement imposer son opinion à l'autre et que les problèmes ne peuvent être résolus que par les échanges rationnels. Le Hezbollah (Parti de Dieu), mouvement intégriste chiite pro-iranien, devenu depuis les élections législatives de l'été 1992 un des blocs parlementaires les plus compacts et les plus combattifs, prend aussitôt l'initiative de tendre la main. Dans un geste symbolique sans précédent, une délégation du parti, conduite par un cheikh islamiste, devait se rendre, à la veille de Noël, au siège patriarcal maronite de Bkerké dans le Kesserouan, en plein fief maronite, dans l'intention annoncée d'induire un dialogue islamo-chrétien au Liban. Le geste devait s'accompagner d'une véritable offensive de charme en direction des chrétiens. Ainsi, des débats ont été organisés avec des journalistes, des hommes de religion, des politiciens, ainsi qu'une rencontre inédite entre la presse et un groupe de femmes du Hezbollah, et des envois de cartes de vœux pour Noël et le jour de l'an...

Même si les analystes qualifient cette ouverture de "tactique", il reste que le dialogue islamo-chrétien dont le Hezbollah se fait le héraut au Liban — et au lancement duquel a largement contribué le Nonce apostolique au Liban, Monseigneur Pablo Puente, grâce à ses relations personnelles cordiales, voire amicale avec le guide spirituel du Hezbollah, Mohammad Hussein Fadlallah — ce dialogue-là est intéressant à plus d'un égard, et, au-delà du Liban, concerne l'ensemble du bassin méditerranéen, affecté au nord (Balkans) par la résurgence violente de l'ethnisme religieux et des poussées xénophobes (après la "balkanisation" du Liban, c'est maintenant la "libanisation" des Balkans) et au sud, par l'expansion dangereuse et destabilisante de la vague intégriste.

Parce que le Liban est un pays où s'inscrit dans son pacte fondateur

"l'impérieuse nécessité de la survie des communautés et de la liberté de religion et de pensée" qu'il est, selon l'expression consacrée, le seul "pays arabe à visage chrétien" et que le christianisme représente un phare de convergence entre les cultures d'Orient et d'Occident, du fait donc du poids traditionnel de la présence chrétienne et de l'influence occidentale, l'intégrisme islamique y adopte — jusque-là — une allure tempérée, non agressive (contrairement à ce qui se passe en Egypte avec les Coptes), qui semble soucieuse de préserver le profil chrétien de la personnalité libanaise. Il tient surtout à se présenter comme un mouvement idéologique autant que religieux, une alternative à toutes les idéologies qui ont traversé le monde arabe et qui ont échoué (nationalisme arabe, nassérisme, baathisme, marxisme...)

Au cours d'une réunion organisée par un cercle d'intellectuels chrétiens, un responsable islamiste, Sid Mohammad Hassan el-Amine, devait affirmer notamment: «Nous voyons dans le dialogue islamo-chrétien une nécessité culturelle et humaine de premier plan, et ce, indépendamment de la nécessité particulière d'un tel dialogue dans le cas du Liban, où la coexistence entre musulmans et chrétiens dans une même patrie s'impose». Et d'ajouter: «Nous avons un rôle, nous Libanais, dans la mise en œuvre de cette idée de dialogue, sur le plan mondial, entre Islam et chrétienté».

Il semble bien que les initiateurs du rapprochement islamo-chrétien d'après-guerre au Liban soient les hommes de religion, cheikhs et évêques. Ce n'est pas un hasard si c'est l'évêque grec-orthodoxe de Beyrouth, Monseigneur Elias Audeh, qui a écrit la préface de la biographie récemment parue de Cheikh Fadlallah, non plus que ce dernier ait choisi de prôner régulièrement le dialogue et la coexistence islamo-chrétienne dans ses prêches du vendredi à la mosquée.

Et si l'archevêque maronite de Beyrouth, Monseigneur Khalil Ali-Nader est, dans toutes les manifestations islamiques, le représentant de l'Eglise maronite et la courroie de transmission entre leaders musulmans de l'ouest et chrétiens de l'est.

En 1979, un des grands penseurs de l'Eglise maronite, le père Michel Hayek — qui actuellement vit et enseigne en France — écrivait à propos de "l'autre Liban, le symbole" et "le projet de culture" si cher à un penseur personnaliste libanais, Pharès Zoghbi: «J'y voyais (...) le projet de la réconciliation de toutes les antinomies en Orient et dans le monde. Aux défis des idéologies, aux exclusivismes des cultures, aux apartheidés des ethnies, il substituerait pour la première fois une vision de synthèse humaine. Avec le grec de l'Evangile, l'hébreu de la Bible, l'arabe du Coran, l'araméen de l'Eglise primitive, avec les dix-sept confessions différentes qui constituent autant de manières de se tenir dans l'histoire, avec le mélange des races qui condensent tout l'héritage de l'Orient, ce Liban se proposerait d'être la somme positive de la contradiction».

Jean-Paul II n'a-t-il pas parlé lui-même d'un "Liban-message"? Et

n'a-t-il pas convié à la tenue d'un synode spécialement consacré au Liban? Des commissions épiscopales et laïques s'activent aujourd'hui à la préparation de ce synode qui concernera également les musulmans, ceux-là étant déjà partie-prenante à la réflexion.

Si chrétiens et musulmans libanais de l'après-guerre réussissaient à surmonter leurs méfiances réciproques, à ne pas succomber à la tentation du repli qui saisit aujourd'hui tous les pays pluri-ethniques et pluri-religieux, à ouvrir un dialogue authentique et sincère, plural et pluridimensionnel, et à concrétiser une inter-action positive entre islamisme et christianisme, alors sa réussite rejaillirait sur l'avenir des rapports de l'Islam avec l'Occident, en particulier dans les pays du pourtour méditerranéen, mais aussi sur celui des pourparlers arabo-israéliens en cours, sur les négociations israélo-vaticanes, ainsi que sur la "question des Balkans" qui culmine en Bosnie de manière dramatique.

Carole Dagher

Notes:

1 Approuvé en septembre 1989 par les députés libanais, en Arabie saoudite.